

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société Boillot Exploitation Carrières

La Grange Mathieu
25620 La Chevillotte

Références : EB/MLM/2026/L_55
Code AIOT : 0005901732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement Société Boillot Exploitation Carrières implanté Bois du Mont 39350 Taxenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite aux conclusions du rapport d'inspection relative à la visite inopinée en 2025.

En effet, l'inspection des installations classées a proposé de mettre en demeure l'exploitant pour non-respect de certaines prescriptions applicables à l'installation. Toutefois, au cours de la phase contradictoire de quinze jours, l'exploitant a indiqué avoir régularisé les non-conformités constatées et a transmis les justificatifs correspondants par courriel.

Cette visite d'inspection a pour objet de vérifier que l'exploitant a bien mis en place les dispositions nécessaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Boillot Exploitation Carrières
- Bois du Mont 39350 Taxenne
- Code AIOT : 0005901732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SBEC (Société Boillot Exploitation Carrières) est autorisée à exploiter une carrière de roche massive par arrêté préfectoral du 16 février 2005 pour une durée de 15 ans, prolongée et modifiée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 juillet 2021, du 31 mai 2023, du 24 avril 2024, du 19 décembre 2024 et du 29 septembre 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10	Sans objet
2	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2023, article 6	Sans objet
3	Tirs de mine (procédure de sécurité)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.2	Sans objet
4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 6	Sans objet
5	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater sur site la mise en conformité de l'installation concernant :

- l'accès des tiers au site ;
- l'information préalable relative aux tirs de mine et la procédure de sécurité mise en place ;
- les actions correctives relatives aux opérations de brûlage sur site.

Les non-conformités relevées lors de l'inspection en 2025 sont considérées comme levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> • [...] une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, qui enfermera et interdira l'exploitation et en particulier toute zone dangereuse (excavations,...) de la phase en cours. Cette clôture ne sera interrompue qu'au

<p>niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès. <p>[...] Ces travaux doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate qu'une clôture efficace a été mise en place afin d'empêcher les personnes étrangères au site de pénétrer sur le site de la carrière. Des pancartes indiquant l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer sur le site ont été installées à intervalles réguliers de 100 mètres le long de la clôture. La non-conformité relevée lors de l'inspection en 2025 est considérée comme levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Méthode d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est réalisée en une phase de 2 ans (plan en annexe 1). L'exploitation se poursuit vers le nord conduisant alors à trois gradins (deux de 15 m et un de 10 m de hauteur). Les matériaux sont extraits par des tirs de mines. Les tirs font appel à la méthode des micro-retards. L'exploitant doit définir un plan de tir. Ce plan doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs. L'exploitant informe les riverains préalablement aux tirs de mines (entre 5 à 2 jours avant la réalisation de ceux-ci). Un courrier est également adressé en mairie de Taxenne pour information.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les informations préalables aux tirs de mine sont envoyées par courriel au moins deux jours à l'avance, avec indication de la date et de la plage horaire prévisionnelle des tirs. La non-conformité relevée lors de l'inspection en 2025 est considérée comme levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Tirs de mine (procédure de sécurité)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Afin de réaliser les tirs de mines non susceptibles de provoquer des incidents, l'exploitant est tenu de mettre en place une procédure assurant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le suivi de la foration et le relevé des éventuelles anomalies ; • la transmission des renseignements au personnel chargé du chargement ; • la prise en compte de ces anomalies et les mesures prises pour y remédier ; • la traçabilité de la réalisation des actions précitées.
<p>Constats :</p> <p>La procédure de sécurité relative aux tirs de mine a été mise en place. La non-conformité relevée lors de l'inspection en 2025 est considérée comme levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, tel que prévu à l'article 10, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; • MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; • Hydrocarbures : < 5 mg/l (norme NF T 90 114) ; • D.C.O. : < 125 mg/l (norme NF T 90 101). <p>Les analyses des rejets aqueux dans le milieu naturel en sortie du dispositif séparateur d'hydrocarbures doivent s'effectuer semestriellement auprès d'un organisme agréé et les résultats commentés sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour que les conditions de prélèvement soient optimales, un accès doit être aménagé en sortie du dispositif de traitement, au niveau du rejet dans le milieu naturel. Cet accès doit être réalisé dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le séparateur d'hydrocarbures est équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>L'exploitant a fait analyser semestriellement les rejets aqueux dans le milieu naturel pour l'année 2025 par un organisme agréé.</p> <p>Les résultats pour l'ensemble des paramètres étudiés sont conformes à la réglementation, pour les 2 campagnes de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Le brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : L'inspection constate que le barbecue a été transformé en jardinière de fleurs et que le fût métallique contenant des déchets brûlés a été évacué du site. La non-conformité relevée lors de l'inspection en 2025 est considérée comme levée.
Type de suites proposées : Sans suite